

BERNIER, Luc. *De Paris à Washington. La politique internationale du Québec*. Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1996, 172 p.

Louis Balthazar

Volume 28, numéro 2, 1997

La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703765ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703765ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Balthazar, L. (1997). Compte rendu de [BERNIER, Luc. *De Paris à Washington. La politique internationale du Québec*. Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1996, 172 p.] *Études internationales*, 28(2), 435–437.
<https://doi.org/10.7202/703765ar>

QUÉBEC

**De Paris à Washington.
La politique internationale
du Québec.**

*BERNIER, Luc. Québec, Les Presses de
l'Université du Québec, 1996, 172 p.*

Cet ouvrage a le mérite d'explorer l'ensemble de la politique extérieure du Québec dans la perspective de l'administration publique. Après un chapitre théorique et l'élaboration d'un « nouveau modèle », l'auteur retrace les origines de la politique internationale du Québec au moment de la Révolution tranquille et des manœuvres du président de Gaulle. Il situe cette nouvelle politique dans le cadre des relations fédérales-provinciales. Il s'arrête particulièrement aux relations avec les États-Unis. Enfin, après avoir décrit la pratique des affaires internationales dans le cadre de la construction de l'État québécois, il traite des orientations plus récentes de la politique extérieure du Québec. L'ouvrage révèle bien le sens de son titre. Une politique née dans les relations avec la France s'est orientée de plus en plus vers les États-Unis; pas assez cependant, selon l'auteur.

On ne trouvera guère rien de nouveau dans ce livre par rapport à tout ce qui a été écrit sur le sujet, sauf une systématisation qui pourra s'avérer utile dans la mesure où elle se base sur une documentation assez complète, l'analyse des documents officiels majeurs et plusieurs entrevues réalisées auprès de responsables du ministère des Relations internationales. L'auteur nous révèle scrupuleusement ses sources et y renvoie à la moindre occasion. Même des affirma-

tions évidentes sont affectées de la traditionnelle référence.

On pourra demeurer sceptique eu égard à l'utilité réelle des nombreuses études de théorie de la politique étrangère citées au premier chapitre. D'autant plus que la politique québécoise tient davantage de l'anarchie organisée, selon Luc Bernier, que d'une réelle institutionnalisation. À quoi bon toutes ces théories pour faire état de décisions prises un peu au hasard des caprices des décideurs? La meilleure explication des faiblesses et incohérences québécoises dans l'international tient peut-être dans cette remarque à la fin du livre: « Il n'y a guère de groupes d'intérêt qui supportent le ministère. Enfin, les médias n'ont généralement pas été portés à en décrire les succès mais plus prompts à en couvrir les échecs. » (p. 154).

Mais Bernier exagère le caractère fortuit des décisions politiques. Il est bien vrai que le dernier facteur déterminant paraît souvent bien arbitraire. Il n'en demeure pas moins que des grandes orientations trouvent leur origine dans une dynamique souvent inscrite dans l'évolution socio-politique. Par exemple, selon l'auteur, la Révolution tranquille au Québec « ne fut pas inéluctable, loin de là. Sans la mort de Maurice Duplessis et celle de son successeur Paul Sauvé cent jours plus tard ... les relations internationales du Québec auraient végété » (pp. 31-32). C'est faire bien peu de cas d'une évolution qui se préparait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. D'ailleurs, un projet de maison québécoise à Paris était inclus dans le programme de l'Union nationale en 1960. Autre exemple: l'acceptation rapide, par un Jean Lesage

revenant de vacances, de ladite doctrine Gérin-Lajoie en 1965. Selon Bernier, Lesage aurait pu rabrouer son ministre et c'en était fini de la politique internationale (p. 40). Encore une fois, l'auteur fait bon ménage de tous les facteurs qu'il a énumérés lui-même et qui devaient produire tôt ou tard l'articulation d'une politique, tout au moins à l'endroit de la France. Sans être l'objet d'un déterminisme absolu, les grandes politiques répondent souvent à des nécessités ou, à tout le moins, à ce qui est largement perçu comme tel au sein des élites.

Dans le cas du Québec, il semble bien que l'impulsion de la France ait joué un rôle déterminant. Quand Georges-Émile Lapalme rendit visite à André Malraux en septembre 1960, le président de Gaulle était déjà déterminé à aller de l'avant. En 1964, Paul Gérin-Lajoie reçut la visite de l'ambassadeur français, à peine quelques jours après être devenu ministre de l'Éducation. Déjà les grandes orientations de 1965 se préparaient. Bernier a bien raison de le souligner : « C'est Charles de Gaulle qui fut l'entrepreneur crucial des relations internationales du Québec. » (p. 50).

Cela explique sans doute le fort accent porté sur la diplomatie québécoise en France et au sein des institutions francophones. Tout cela d'ailleurs relève fort peu de décisions passagères, soulignons-le à nouveau.

Mais le Québec se devait d'élargir ses relations et de se donner une présence active, au premier chef, auprès de son tout-puissant voisin. L'auteur le note et le déplore : il aura fallu presque vingt ans pour que le Québec consacre autant de ressources aux États-Unis qu'en France. C'est

pourtant d'abord auprès des Américains, partenaires commerciaux par excellence, qu'il importe de corriger les erreurs constantes de perception à l'endroit du Québec.

L'auteur est donc bien fondé d'insister sur la nécessité d'une forte présence officielle du Québec aux États-Unis. Ses arguments sont beaucoup plus faibles cependant pour proposer l'ouverture d'une mission permanente à Washington. Car, en dépit des propos de J. F. Lisée (*Dans l'œil de l'aigle*, Boréal, 1990), sur l'interprétation de certaines remarques d'Allan Gotlieb (ancien ambassadeur du Canada et très proche de P. E. Trudeau, contrairement à ce qu'écrit Bernier en page 88), il est à peu près impossible pour le Québec de s'installer à Washington. La raison est simple. Le Québec n'a jamais voulu ouvrir quelque délégation sans obtenir l'aval d'Ottawa. Or, le gouvernement fédéral est intraitable quant à ses prérogatives exclusives dans la capitale américaine. Il n'y a qu'à voir la surveillance étroite qu'on exerce sur les allées et venues du conseiller politique québécois de New York pour s'en convaincre. C'est donc Ottawa qui refuse ou tolère une présence québécoise dans le monde et non le pays cible, comme semble le croire Bernier. Si jamais le Québec s'aventurait à passer outre à cette consigne, il aurait peut-être un certain succès ailleurs mais sûrement pas à Washington.

L'auteur déplore encore avec raison les « rendez-vous manqués » de la diplomatie québécoise (p. 150). Mais l'exemple qu'il donne de « la sympathie ultra-conservatrice du début de l'ère Reagan » (p. 183) est mal approprié. En effet, s'il faut reprocher

quelque chose au gouvernement québécois de cette époque, c'est d'avoir cru naïvement qu'il pouvait profiter des antagonismes entre Ottawa et Washington. En effet, on a vu les représentants québécois jouer cette carte de la dénonciation de la bureaucratie outaouaise de façon fort peu convaincante et avec un succès relatif. René Lévesque est même allé serrer la main du sénateur Jesse Helms à Washington.

L'auteur fait aussi grand cas des déconvenues d'Hydro-Québec auprès des organisations environnementales influencées par les relations publiques des leaders Cris. Il parle à tort de l'annulation d'un « contrat » de vente d'électricité à l'État de New York en 1992 alors qu'il s'agissait d'un accord de principe déjà signé en 1989. Il ne tient pas assez compte non plus de la nouvelle conjoncture des besoins énergétiques new-yorkais.

On pourrait encore relever certaines erreurs, comme la confusion entre le conseiller en éducation à Abidjan et un soi-disant conseiller en immigration (p. 141), l'absence de distinction entre l'autorisation d'ouvrir une délégation et l'octroi de privilèges diplomatiques (pp. 105-106), un certain flou dans les chiffres relatifs aux bureaux provinciaux (p. 140).

Le livre se lit assez bien quoique le style soit plutôt terne et la langue souvent farcie des horribles néologismes des sciences sociales comme « fenêtres d'opportunités » (pour « occasions d'ouverture », « percées » ou « circonstances favorables ») ou « politique domestique » (pour « politique intérieure »). Quelques phrases ici et là sont tellement lourdes qu'elles en deviennent presque incompréhensi-

bles, comme : « Cet État entreprit ses efforts dans le domaine de façon relativement autonome de la société québécoise que la question n'intéressait guère. » (p. 72).

En dépit de ces lacunes, l'ouvrage demeure fort valable et très utile pour des fins didactiques. Il constitue un bon manuel de politique extérieure du Québec et devrait être utilisé dans les cours qui traitent de ce sujet au collège ou à l'université.

LOUIS BALTHAZAR

Département de science politique
Université Laval, Québec

2. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

China in World Politics.

FAUST, John R. et Judith F. KORNBERG.
Boulder, Lynne Rienner Publishers,
1995, 293 p.

Tout comme les autres publications « Lynne Rienner » sur la politique comparée et la politique étrangère, China in World Politics est un manuel scolaire modèle. Ayant incorporé plusieurs des meilleures caractéristiques d'autres ouvrages conçus pour les cours universitaires, John Faust et Judith Kornberg sont manifestement des auteurs perspicaces. Cet ouvrage est un excellent complément aux textes plus généraux de James Wang ou Suzanne Ogdon, et va concurrencer les ouvrages de Samuel Kim ou James Garver sur les relations internationales de la Chine.

Les premiers chapitres de China in World Politics traitent des sujets suivants : l'idéologie de l'après-guerre froide ; la pensée économique ; les rela-